

SYRIE

# Les rebelles lancent la «bataille de libération» de Damas

**Les rebelles syriens ont affirmé mardi avoir lancé la «bataille pour la libération» de Damas où de violents combats avaient lieu avec l'entrée en action pour la première fois des hélicoptères de l'armée.**

A Moscou, où il tente de relancer son plan de paix moribond, le médiateur international Kofi Annan a estimé que la situation en Syrie avait atteint un «point critique», quelques jours après que le Comité international de la Croix-Rouge eut qualifié le conflit armé de «guerre civile».

«La bataille pour la libération de Damas a commencé et les combats ne cesseront qu'avec (la chute) de la capitale. Nous allons vers la victoire», a dit Kassem Saadeddine, porte-parole de l'Armée syrienne libre (ASL) en Syrie contacté via Skype par l'AFP. Ces combats coïncident avec le 12<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Bachar Al-Assad, après le décès de son père.

Un responsable militaire à Damas a affirmé à l'AFP que l'armée «contrôlait la situation et pourchassait les terroristes réfugiés dans des appartements et des mosquées» de quartiers de Damas.

Depuis dimanche, les combats dans la capitale, qualifiés par l'opposition de «tournant» dans la révolte lancée il y a 16 mois contre le régime

Assad, se déroulent dans plusieurs secteurs. Des hélicoptères sont entrés mardi pour la première fois en action, mitraillant des quartiers hostiles au régime.

Les Frères musulmans, influente composante de l'opposition, ont appelé les «Syriens libres» à saisir ce «moment historique» en soutenant «la bataille décisive» des insurgés à Damas.

## «Le régime devient fou»

Les combats touchent des quartiers périphériques, notamment Midane, proche du centre-ville, théâtre «de combats entre rebelles et troupes régulières», selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Selon une source militaire, l'armée est entrée à Midane et encercle la mosquée Zine Al-Abidine. Elle a donné un ultimatum aux habitants de quitter les lieux avant un assaut imminent. Les soldats sont aussi entrés

avant l'aube à Tadamoun (sud), où restent encore «quelques poches de résistance». «Le régime (d'Assad) qui s'effondre devient fou», a assuré un militant posté à Midane et se présentant sous le nom Abou Moussab. «Ils tirent sur tout et viennent de détruire la mosquée Ghazwat Badr», a-t-il ajouté faisant état de nombreux blessés.

Dans le quartier de Qaboun (est), «où se trouvent le gros des rebelles», les «combats font rage», a ajouté la source militaire, en assurant que «33 terroristes ont été tués, 15 blessés et 145 arrêtés», en référence aux rebelles, le régime se refusant à reconnaître le mouvement de contestation.

D'après l'OSDH, Qaboun a été avant l'aube visé par des tirs «depuis des hélicoptères» et trois civils y ont été tués.

Un militant, dénommé Omar, a accusé l'armée d'avoir «bombardé les transformateurs électriques du quartier» mais les autorités ont fait porter la responsabilité sur les «bandes terroristes».

Toutes ces informations n'ont pas pu être confirmées, les journalistes n'étant pas en mesure de se rendre sur place. Les rebelles ont annoncé lundi avoir pris le contrôle de

Talbissé, une ville du centre longtemps bombardée par les forces régulières.

L'ASL, composée de déserteurs et de civils armés, a indiqué avoir lancé une opération d'envergure en attaquant «tous les postes de sécurité dans les villes et campagnes pour provoquer des combats violents (avec les forces régulières) et les appeler à se rendre».

Dans ce contexte, un général syrien et de nombreux officiers et soldats syriens ont fait défection et sont passés en Turquie, portant à 18 le nombre de défections de généraux dans ce pays depuis 2011, selon un diplomate turc.

## «Débarrassez-nous de Bachar»

A Moscou, M. Annan a affirmé que la situation en Syrie avait atteint un «point critique» et que le Conseil de sécurité devait souligner qu'elle était «inacceptable», à l'occasion d'entretiens avec le président Vladimir Poutine.

Ce dernier a assuré en retour que la Russie allait «tout faire» pour soutenir ses efforts en vue d'une sortie de crise.

La Russie, principale alliée du

régime Assad, bloque toute résolution à l'ONU condamnant la répression. A New York, les négociations sur le renouvellement du mandat des observateurs en Syrie étaient d'ailleurs dans l'impasse, les Occidentaux insistant pour assortir la résolution d'une menace de sanctions et Moscou menaçant d'y opposer dans ce cas son veto.

Il n'y a «pas de raisons» de ne pas parvenir à un consensus sur une résolution, a néanmoins déclaré le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

Face à l'impasse, des réfugiés syriens en Jordanie ont crié leur colère en présence du ministre des Affaires étrangères britannique William Hague.

«Nous ne voulons pas de nourriture ou d'eau. Nous ne voulons pas d'argent. Nous voulons seulement que vous nous débarrassiez de Bachar», ont crié à l'adresse du ministre des réfugiés du camp situé à Ramtha non loin de la ville syrienne de Deraa (sud).

Avec la détérioration de la situation, le gouvernement irakien a appelé ses ressortissants à quitter la Syrie, mettant en avant les «violences croissantes dont (ils) sont la cible».

TUNISIE

# Les islamistes d'Ennahda restent dans l'ambiguïté

**Les islamistes tunisiens au pouvoir ont certes proclamé leur modération, mais les ambiguïtés restent après leur congrès qui n'a dégagé de position claire ni sur leur vision de la future Constitution ni sur les libertés avec un appel à réprimer «l'atteinte au sacré».**

Les débats de ce premier congrès du parti Ennahda hors de la clandestinité avaient été présentés comme un événement historique destiné à déterminer une ligne politique claire, «modérée» et «centriste» en vue des élections prévues en mars. Mais la déclaration finale, élaborée après cinq jours de débats et avec vingt-quatre heures de retard, reste dans l'ensemble très vague.

Dès lors, des analystes y voient un compromis à minima entre différentes factions : exilés de l'époque du président déchu Ben Ali contre ceux restés au pays pendant la répression, jeunes contre anciens, modérés contre tenants d'une ligne religieuse plus radicale. «C'était un congrès pour construire une unité un peu factice (...) ce qui les lie le plus c'est la volonté de garder le pouvoir», juge le politologue Ahmed Manaï. «Ils sont restés vagues pour préserver l'unité», estime-t-il. Ainsi, Ennahda s'engage à la fois à «garantir la liberté

d'expression et de création» et «à criminaliser l'atteinte au sacré considérant que c'est une atteinte à la liberté d'autrui».

Aucune précision n'a été apportée sur ce sujet pourtant sensible. L'opposition craint une dérive hégémonique et une islamisation rampante dans une société habituée depuis des décennies à un Etat séculier, même si Ennahda a dit avoir renoncé à inscrire la charia dans la future loi fondamentale. D'autant que le nouveau pouvoir tunisien a déjà été critiqué sur ce dossier.

En juin, une vague de violences était déclenchée par la mouvance salafiste pour dénoncer une exposition d'art dont certaines œuvres ont été jugées offensantes pour l'Islam. Ennahda a alors été accusé de complaisance à l'égard de ces militants extrémistes. Peu après, un jeune Tunisien était condamné à sept ans et demi de prison pour trouble à l'ordre public et atteinte à la morale après avoir publié sur Facebook des caricatures du Prophète.

Concernant la Constitution en cours d'élaboration, le congrès d'Ennahda n'apporte pas plus de clarté. La déclaration finale insiste sur un régime parlementaire pur, mais parallèlement ses chefs se disent ouverts au consensus, la majorité des partis, dont les alliés de centre-gauche des islamistes,

réclamant un système laissant à la présidence des prérogatives importantes.

Ali Larayedh, ministre de l'Intérieur, a résumé cette position d'équilibriste.

Ennahda «veut un régime parlementaire et estime que c'est le plus convenable pour consacrer la démocratie et les institutions», dit ce cadre du parti. «Nous allons nous accorder avec nos partenaires sur un régime qui accomplit les objectifs de la révolution, et qui fera consensus auprès de tous», ajoute-t-il. Enfin, des représentants de l'opposition s'inquiètent de l'influence politique du chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, réélu triomphalement lors du congrès, et qui n'hésite pas, par exemple, à annoncer un projet de remaniement gouvernemental à la place du Premier ministre Hamadi Jebali.

M. Ghannouchi «révèle plutôt que ce gouvernement, dit de coalition, est en réalité sous la coupe d'un appareil relevant d'un parti dominant et d'un leader n'occupant aucune fonction officielle», a dénoncé mardi, dans les colonnes du journal *La Presse*, Issam Chebbi, un dirigeant du parti Al-Joumhouri. Et c'est un risque, selon M. Manaï. «C'est avant tout la question de la culture de la démocratie. Ennahda avec Ghannouchi, comme tous les mouvements islamistes, n'ont pas cette culture», relève le politologue.

MALI

# Le Premier ministre malien à Ouagadougou pour rencontrer le médiateur

**Le Premier ministre malien de transition, Cheick Modibo Diarra, est arrivé hier mardi à Ouagadougou pour remettre au président burkinabé et médiateur Blaise Compaore sa «feuille de route» afin de tenter de sortir son pays de la crise, a constaté l'AFP.**

«Je viens voir le médiateur, non seulement pour lui remettre, comme cela a été demandé, une feuille de route, mais aussi m'entretenir avec lui sur tous les points de recommandations» du Sommet ouest-africain du 7 juillet à Ouagadougou sur le Mali, a-t-il déclaré devant la presse à son arrivée à l'aéroport.

Une source aéroportuaire à Bamako avait annoncé un peu plus tôt son départ pour Ouagadougou.

Ce déplacement de M. Diarra dans la capitale du Burkina Faso intervient au lendemain d'un discours radio-télévisé à Bamako dans lequel il a promis la formation prochaine d'un gouvernement d'union nationa-

le, comme l'a exigé la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) lors de son dernier sommet à Ouagadougou.

L'organisation régionale a donné aux autorités de transition jusqu'au 31 juillet pour former ce gouvernement, sous peine de sanctions.

L'objectif est d'unir toutes les forces du pays pour la reconquête du nord du Mali occupé par des islamistes armés, et empêcher les exactions commises à Bamako contre

des personnalités et des journalistes par des hommes armés considérés comme proches de l'ex-junte militaire au pouvoir qui reste très influente.

Les autorités de transition, en place depuis le retrait en avril de militaires auteurs d'un coup d'Etat le 22 mars ayant renversé le président Amadou Toumani Touré, ont été impuissantes à empêcher l'emprise de ces groupes qui ont commencé à appliquer la charia (loi islamique) dans le Nord.

## SAHARA OCCIDENTAL Le président Abdelaziz appelle à doter la Minurso de prérogatives en matière de droits de l'Homme

Le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, a appelé lundi à Addis-Abeba à doter la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) de prérogatives de surveillance des droits humains et à libérer les prisonniers politiques sahraouis.

«Nous soulignons la nécessité d'habiliter la Minurso à mener à bien sa mission, en lui garantissant son indépendance, sa liberté de mouvement et la capacité à protéger les droits de l'homme et de les surveiller, ainsi que (...) de libérer tous les prisonniers sahraouis (détenus dans les prisons marocaines) et à révéler le sort de 651 autres disparus», a déclaré le président Abdelaziz, cité hier mardi par l'agence d'information sahraouie SPS.

S'exprimant au 19<sup>e</sup> sommet de l'UA, M. Abdelaziz a déploré le fait que ces prisonniers sahraouis se trouvent aujourd'hui dans «un triste état d'injustice et de mépris flagrant du droit humanitaire international et de l'esprit humain».

Il a ainsi cité l'exemple du groupe de Sahraouis arrêté après le démantèlement

«sanglant» du camp Gdeim Izik, en 2010, et celui de la ville de Dakhla, en 2012, «menacés par le gouvernement marocain d'être traduits devant un tribunal militaire pour avoir défendu pacifiquement des droits garantis par la Charte des Nations unies, en particulier le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination».